

---

# “War on Terror”: les implications d’un terme pervers

---

di

Osamu Nishitani\*

**Abstract:** Nel mondo dei mezzi di comunicazione di massa globali, la guerra comincia con il linguaggio. Tutto dipende dal modo in cui i fatti vengono qualificati. L’espressione War on Terror, lanciata dal governo americano dopo l’11 settembre 2001, è un caso esemplare. Tale subdolo termine ha tolto alla violenza di stato ogni pastoia. Ci è riuscito, promovendo i cosiddetti terroristi al rango di belligeranti e mettendoli nello stesso tempo fuori legge; un fenomeno politico è stato così inserito nel quadro formale della criminalità. In questo tipo di guerra ci sono due tipi di vittime: da una parte, quelle chiamate “danni collaterali”, per esempio di un bombardamento, delle quali non ci si preoccupa di contare il numero; dall’altra parte, i cittadini accecati dei paesi “civili”, i quali affidano i loro diritti a un’autorità che brandisce la minaccia del Terrore.

Inspirés par le titre du colloque: *la Violence contre les inermes*, nous avons été tentés de parler de l’expérience japonaise des bombardements stratégiques vécue pendant la deuxième guerre mondiale et, en particulier, de celle de la bombe atomique. Nous en avons beaucoup à parler, pas simplement comme victimes, mais comme témoins d’une expérience inouïe de l’humanité. Mais cette fois-ci, nous avons choisi un sujet plus actuel et plus urgent dans les conjonctures actuelles du monde.

Dans un monde comme celui d’aujourd’hui, médiatisé justement par les média à l’échelle nationale et à l’échelle globale, le langage ou les termes jouent un rôle capital pour la pratique politique. Car ce sont les termes qui découpent et déterminent la réalité en lui donnant une signification propice pour donner un préjudice au public, pour lui faire accepter une certaine politique. Il ne s’agit pas de propagande, mais d’une technique de mouler des faits avec les termes chargés de significations particulières qui puisse canaliser la conscience des gens et les débats politiques qui s’en suivent.

Dans ce sens, on peut dire que le terme lancé par le gouvernement américain juste après le 11.09, “War on Terror” ou la “Guerre contre le terrorisme”, a remporté un succès écrasant. Car, avec ce terme, d’emblée reçu et répandu très

---

\* Osamu Nishitani (1950) est Professeur de philosophie à Tokyo, University of Foreign Studies et à l’Institut d’Études Avancées de Nantes. Il est auteur de: *Wonderland of ‘Immortality’* (1990), *On the War* (1992), *The Critical Phase of ‘Universal History’* (2000), *What is ‘War on Terror’?* (2002-2006), *A Quest of Reason* (2009).

rapidement, tous les efforts répétés et entassés pendant longtemps pour limiter la guerre, pour entraver l'exercice arbitraire de la violence par l'État ont été pulvérisés d'un seul coup.

Le couplage direct de "la Guerre" et du "terrorisme" est tout à fait malin, mais le terme de "terrorisme" est déjà malicieux. Parce que ce terme, enjambant en son usage la catégorie de la criminalité et celle du politique, découpe un phénomène politique par le cadre formel de la criminalité, lui-même formé politiquement, pour réduire et négliger tous les contextes de l'événement. Cette réduction, au lieu de contribuer à réprimer la violence, intensifie les conflits, et les rend plus abrupts et plus violents. La déshumanisation d'une part provoque la déshumanisation de l'autre. Ainsi, il ne reste qu'une pure tuerie et la haine et la peur.

En fin de compte, dans ce type de guerre il y a deux sortes de victimes: d'une part, les victimes appelés "dégât secondaire", par exemple du bombardement, dont on ne compte jamais le nombre; de l'autre, les citoyens aveugles des pays "civilisés" qui confient leur droit civil à l'autorité branlant la menace de la "Terreur".

### **La Guerre contre le Terrorisme (War on Terror)**

Le terme "War on Terror" a changé radicalement le caractère de la guerre. Par ce terme, un État peut instaurer le régime de guerre contre un ennemi non étatique et non déterminé, et la guerre, qui était généralement jugée comme mal, surtout après les guerres mondiales du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>1</sup>, devient bonne et juste (ce qu'on appelle le retour du "just war"). La Guerre, interdite par principe dans l'ordre international, est devenue permise, voire obligatoire, devant les ennemi les plus malins et haïssables, nommés "terroristes".

D'ailleurs, avec ce terme-ci, on a réussi à créer une catégorie d'hommes qu'on peut tuer sans être accusé de meurtre. Les "terroristes" sont des voyous du type le plus dangereux, qu'on doit éliminer à tout prix pour assurer la "sécurité" de tout le monde. Ils sont censés constituer une zone d'exception des droits de l'homme. Ce qui a justifié Guantanamo, la prison spéciale mise hors de la justice ordinaire, où les détenus sont privés de toute protection juridique, de tous les droits de l'homme, parce qu'ils sont présumés terroristes. Depuis, des zones d'exception ont été créées partout dans le monde, sous prétexte de la bonne conduite de cette guerre. Comme si Auschwitz n'avait pas existé. Ce terme a réussi à neutraliser d'un seul coup tous les acquis des luttes menées depuis siècles pour gagner et assurer le droit de l'homme contre l'abus du pouvoir de l'État.

Dans ce sens, on peut dire que le terme "War on Terror" est une invention inouïe comme tactique politique. En fait, le 11.09 n'était pas la première occasion qu'on s'en servait. Depuis quelque temps, il a été proposé de l'utiliser dans les cas des "LIC (low intensity conflict)" menés surtout en Amérique latine, et les Russes l'ont déjà utilisé pour justifier la guerre contre la Tchétchénie. Mais cette

---

<sup>1</sup> Le recours à la guerre comme moyen de résoudre un conflit international est interdit dans l'article 2 de la Charte de NU.

fois-ci, ce terme a été lancé d'une façon stratégique, lui-même comme une bombe, pour renverser les conditions juridiques et morales de la guerre.

### **Que fait-il ce terme?**

Ce n'est pas une simple emphase comme "War on Drug", qui était en principe un mot d'ordre pour la lutte contre la drogue<sup>2</sup>. Mais la "guerre contre le terrorisme" mobilise d'emblée l'armée nationale pour attaquer d'autres pays. Dans ce sens, la "guerre" n'est pas du tout simple emphase. Ce n'est cependant pas une guerre ordinaire ou classique, qui signifiait un conflit armé entre les États. C'est une "guerre" déclarée par un État contre des ennemis présumés non étatiques, invisibles et indéterminés. En un mot, c'est une "guerre boiteuse". Pour la justifier, on a avancé l'idée d'un nouveau type de guerre du 21<sup>ème</sup> siècle: une "guerre asymétrique", pour laquelle les belligérants ont un statut asymétrique (ce qui implique déjà la thèse de la fin de l'ordre westphalien).

Mais l'asymétrie, s'il y en a une, ne s'arrête pas à cet aspect-là. C'est toujours du côté de l'État qui déclare la guerre (sous prétexte qu'un acte perpétré est considéré comme attentat contre l'État, et que la guerre a été effectivement déclarée par cet acte, etc.; mais cet attentat, n'ayant pas impliqué une mobilisation nationale ni une autorité d'État, reste un fait d'une bande de volontaires). C'est donc l'État qui désigne son ennemi pour se lancer en état de guerre. Mais, dans cette guerre, il ne donne pas à son adversaire le titre de belligérant, ne le reconnaît pas comme partenaire du jeu (dans une guerre classique les belligérants sont égaux). Privant ainsi par avance son adversaire de tout titre juridique, il exclut le lieu des pourparlers et refuse toute négociation pour mettre fin au conflit. Ainsi les attaques, les combats continuent indéfiniment, jusqu'à ce que l'État déclare unilatéralement la fin de la guerre, peut-être quand son adversaire est totalement éliminé.

De plus, en imputant tous les maux à l'adversaire, en le privant de tout droit, l'État garde pour lui seul toute la légitimité de force. Pour éliminer son ennemi, l'État se permet de recourir à toutes sortes de moyens de guerre, y compris les moyens qualifiés de "sales". La qualification ou plutôt la condamnation de l'ennemi comme "terroriste" justifie tout. Ainsi, les entraves qui délimitaient le déploiement de la violence d'État (d'ailleurs, le monopole de la violence par l'État est justifié par cette limitation) sont enfin levées, et la violence de l'État devient sans limite (Après le 11.9, tous les moyens interdits officiellement jusque là ont été admis par l'autorité, y compris la torture, l'assassinat des personnes importantes, etc.).

En inventant ce terme – "guerre contre le terrorisme" – l'État promet d'abord son ennemi non-étatique à la hauteur de belligérant adversaire pour pouvoir lui déclarer la guerre; ensuite, en le privant de ce titre, il se permet de mener la guerre

---

<sup>2</sup> Ce terme même est déjà ambigu. Il s'agit en principe d'une action policière, mais tant que le trafic traverse les frontières, les États-Unis se sont engagés dans une action militaire contre, par exemple, le Panama sous prétexte de le réprimer. Dans ce sens, cette « guerre » avait déjà une tendance de se développer en vraie guerre.

sur le même plan tactique que son adversaire, c'est-à-dire avec les moyens "hors la loi", qualifiés "sales", la tuerie sans distinction, sans merci, ceci poursuivie au nom de la Justice.

En effet, c'est une guerre vraiment "asymétrique". L'asymétrie de l'armement, tout comme celle des dégâts, sont aussi exorbitants. D'un côté, toutes les technologies les plus avancées permettant d'attaquer et de tuer les ennemis sans être atteint; de l'autre, des armes rudimentaires ou des bombes attachées au corps humain. D'un côté, les victimes rares sont célébrées solennellement par l'Etat, et les PDST (Post-Traumatic Stress Disorder) plus ou moins soignés. De l'autre, les morts sont innombrables puisque les corps de victimes sont pulvérisés ou vaporisés par les armes d'extermination comme thermo-balique ou bunker-buster etc. Dans tous les sens, ce type de guerre est "symétrique".

### **Plusieurs conséquences**

Sous ce régime de guerre, l'exigence de la "sécurité" s'impose. L'ennemi est invisible, et des attaques éventuelles ne sont pas prévisibles. Ce serait trop tard quand il arrive quelque chose. De sorte que la vigilance, la surveillance constantes sont impératives, et si c'est possible, il faut prendre les mesures pour la prévention. On accepte d'introduire tous les systèmes de sécurité, tous les moyens de prévention contre les ennemis invisibles. De plus, ils s'infiltrent même parmi nous. Il faut instaurer le système de surveillance et prévention, à l'échelle mondiale, y compris la sphère de notre vie quotidienne.

D'ailleurs, on ne sait pas quand cela commence, quand cela se termine. De sorte que cet "état de siège" doit être perpétuel. Sous la menace du terrorisme, les citoyens sont obligés d'admettre ce type de politique en échange de leur sécurité. Ils confèrent ainsi au pouvoir d'État tous les droits civils destinés à protéger les individus contre l'abus du pouvoir! C'est ce qui s'est passé réellement aux États-Unis, ainsi qu'aux autres pays qui s'y rallient. Or, qu'est-ce que c'est que le "terrorisme" dans le sens originaire de ce terme? Ce n'est rien d'autre qu'une domination de la population par le pouvoir absolument arbitraire de l'État au moyen de la "Terreur". Nous connaissons très bien l'origine de ce terme. Alors, cette "guerre" baptisée "War on Terror" tient lieu elle-même de la "Terreur", en imputant sa qualité néfaste aux adversaires fabriqués arbitrairement.

Dans ce type de guerre, tout se dégrade forcément. Tout est permis aux plus forts, c'est-à-dire à l'armée toute-puissante. L'objectif d'une opération n'est pas de saisir un bastion, ni de prendre un point stratégique, ni de battre un bataillon, mais purement et simplement de tuer, d'éliminer les ennemis un à un, puisque ceux-ci sont présumés "terroristes", considérés comme ennemis de l'humanité. C'est une tuerie sans merci. D'ailleurs, on ne le cache pas. Dans les journaux, c'est clairement formulé. On lit par exemple: le porte-parole de l'armée a annoncé que dans telle ou telle opération l'armée a tué deux cents talibans, etc. La réussite d'une opération est évaluée par le nombre des ennemis tués.

Ce qui est plus grave, c'est que, dans cette sorte d'opération, l'armée peut considérer après coup toutes les victimes accidentels comme "Terroristes" ou "suspects terroristes", qui méritaient d'être éliminés. Cela justifie des assauts et des

bombardements parfois abusifs qui causent des victimes “innocentes” (mais qu’est-ce que cela veut dire?), qualifiées selon le terme militaire de “dégât (dommage) secondaire” ou le “dégât collatéral”, un accident négligeable pour atteindre l’objectif principal.

S’il y a, par exemple, un ou deux suspects-terroristes qui se glissent parmi nous, l’armée cherche de les tuer sous prétexte d’assurer la “sécurité” de tous. Afin de les éliminer sans manquer, elle bombarde crûment cette salle pour la faire sauter toute entière. Nous lisons dans les journaux du lendemain: l’armée a tué deux terroristes, il y a eu un léger “dégât secondaire” parmi la population... En somme, l’armée a bien accompli sa mission, et ce dégât ne serait que la faute des terroristes qui ont impliqué les innocents, ou ce serait celle des victimes d’avoir été là malgré le danger prévisible de bombardement. D’ailleurs, c’est la logique utilisée pour justifier l’attaque pour briser les “boucliers humains”. Au début de ce type de résistance (d’abord connu en Israël), l’armée s’est arrêtée devant le mur des volontaires voulant empêcher son assaut, mais elle finit par rejeter toutes les hésitations à l’écraser. Dans ce cas aussi, on disait que ceux qui empêchaient les opérations de l’armée aidaient ainsi les “terroristes”, et qu’ils étaient effectivement les partis-prenants de ceux-ci. C’est ce qui s’est passé en Palestine et en Iraqe.

Dans notre époque, les pays qui peuvent déclencher la guerre sont bien limités. Ce sont les pays riches et “civilisés”, à commencer par les États-Unis qui dépensent dix fois plus de budget militaire que les autres pays développés. Et ils sont des pays “démocratiques”. Pour un pays “démocratique”, il est impératif de minimiser les dégâts humains de son côté pour continuer la guerre, sinon on perdra des sièges à la prochaine élection. Pour cela, d’abord on bombarde durement, on détruit le terrain au maximum, ensuite on envoie les soldats. Les voix de nos électeurs comptent beaucoup plus que les vies des habitants sur un terrain inconnu.

Dans cette “guerre”, l’armée s’empare par avance de la Justice, la monopolise et se débarrasse de tout souci de justifier ses actes. Et les soldats, qui doivent s’affronter aux ennemies invisibles et combattre contre eux dans des conditions incertaines et difficiles, c’est-à-dire sous une “menace” terrifiante, sont susceptibles de faire n’importe quoi, soit par l’obligation, soit par la peur. De plus, ils sont acquittés par avance de toute responsabilité, afin qu’ils n’hésitent pas à tirer sur quoi que ce soit. Ils sont poussés à rejeter non seulement la dignité militaire mais tout le sentiment de dignité humaine. Ce type de combat dans la “Terreur” provoque inévitablement la dégradation morale de l’armée et des soldats. On connaît bien les cas concrets comme celui traité dans le film de Brian De Palma: *Redacted*<sup>3</sup>.

### **Petit histoire du terme**

Les termes “terrorisme” ou “terroriste” sont déjà douteux. La BBC anglaise, réputée d’être fournisseur d’informations fiables, a décidé de renoncer dès le début

---

<sup>3</sup> Cependant le vrai intérêt du film de Brian De Palma est ailleurs: c’est la médiatisation de la guerre et la privatisation généralisée des média.

à utiliser ces termes pour rapporter les faits, pour la raison qu'ils ne conviennent pas à décrire les événements de façon objective.

En effet, "terrorisme", surtout "terroriste" ne sont pas des termes pour décrire les choses de façon objective. Si quelqu'un appelle quelqu'un d'autre "terroriste", celui-ci n'acceptera pas cette appellation, parce que ses connotations sont trop négatives. Ce n'est pas un mot qualificatif ou descriptif, mais fonctionnel. Il fonctionne comme insulte ou condamnation. Par ce mot, on jette celui qui est ainsi qualifié hors la loi, hors toute protection civile, toute compassion personnelle. Appeler "terroriste", c'est une sorte d'excommunication civile.

Le premier cas où cette étiquette a été appliquée c'était au cours des événements qui ont suivi Thermidor, quand les robespierristes ont été massacrés comme "terroristes", parce qu'ils étaient partisans de Robespierre, qui n'avait pas hésité à adopter la politique de la "Terreur". Celle-ci apparut avec l'effondrement total du régime royal, pour combler l'absence de pouvoir, comme le pouvoir sans cadre, mise à nu, une violence pure. Ceux qui ont été impliqués dans son exercice ont été appelés "terroristes" par leur adversaires quand ils ont perdu le pouvoir et quand ils sont devenus à leur tour des victimes. Dès le début, ce terme a été jeté sur l'ennemi pour justifier de le tuer!

Normalement ce terme fonctionne comme condamnation. Mais il y a eu un cas bien connu dans lequel cette étiquette a été proclamée. C'est le cas de Boris Savinkov, révolutionnaire russe au début du 20<sup>ème</sup> siècle, dirigeant de la Brigade terroriste du Parti socialiste révolutionnaire. Il s'est proclamé "terroriste", en laissant un mémoire intitulé *Souvenir d'un terroriste*<sup>4</sup>. C'est qu'il était fier de projeter des attentats contre les autorités tsaristes dans la clandestinité, en croyant se sacrifier pour ouvrir l'avenir de son pays.

Cependant, ceux qui prennent une arme pour une cause, par exemple l'indépendance, n'admettent pas cette étiquette trop négative. Parce qu'ils croient à la justice de leurs activités, de leur résistance, tandis que l'étiquette de terroriste évoque une image d'un criminel privé de toute la légitimité. En effet, cette étiquette, en réduisant tout ce qu'un acte de violence contient et exprime à une pure agression, contribue à effacer et à oublier le contexte dans lequel cet acte est né.

Autrement dit, elle réduit un acte doté d'une signification politique en un simple acte criminel, en éliminant tous ses présupposés, qui risquent d'évoquer la responsabilité de l'État hégémonique. C'est précisément pour cette raison que, dans le cas de la guerre coloniale, l'autorité coloniale, voulant réprimer les luttes armées des indépendantistes, les classait sous cette étiquette et essayait d'en faire l'ennemie de l'ordre public des citoyens. D'ailleurs, on y trouve le prototype de la "guerre asymétrique", de la "Guerre contre le terrorisme".

De ce fait, on peut remarquer que ce type de guerre reproduit la structure coloniale, d'ailleurs virtuelle, comme ordre à l'échelle mondiale. En effet, il s'agit du système de la sécurité pour le nouvel ordre mondial instauré à l'ère de la Globalisation, c'est-à-dire d'un marché global, géré par l'idéologie néolibérale. Dans cet ordre, d'une liberté d'ailleurs imposée, il arrive des irrptions de révolte

---

<sup>4</sup> B. Savinkov, *Souvenir d'un terroriste*, Editions Champ Libre, Ivrea 1982. Inspiré par une épisode racontée dans ce livre, Albert Camus a rédigé une pièce de théâtre: *Les Justes*, 1949.

des désobéissants qui refusent d'y être intégrés. Ils sont censés "candidats de terroriste", autant d'ennemis virtuels de l'ordre. C'est pour cela que la "guerre contre le terrorisme" doit continuer, doit devenir un régime permanent.

### Études sur le Terrorisme?

Le terme "terroriste" est donc très douteux. Dans les pays anglo-saxon, il y a une étude spécialisée du terrorisme. Selon elle, le terrorisme est un phénomène criminel très grave qui se diffuse dans les années récentes. Mais, comme elle l'avoue, elle n'arrive pas – tout comme l'autorité américaine – à définir son objet d'étude.

La plupart des études sur le terrorisme citent le détournement de l'avion par la guérilla palestinienne en 1970 comme premier cas du terrorisme contemporain<sup>5</sup>, dont la caractéristique est de provoquer un meurtre massif indifféremment parmi des innocents. Cependant, on ne mentionne presque jamais l'affaire de la Piazza Fontana<sup>6</sup> qui a causé seize morts et une centaine de blessés par une bombe à retardement placée dans le bureau d'une banque. C'était une tuerie indifférente. Aujourd'hui, l'affaire est quasiment clarifiée, et on connaît qu'il ne s'agissait pas d'un crime perpétré par des anarchistes ou gauchistes comme l'on avait présumé à l'époque, mais par les membres d'une groupe de l'extrême-droite supportée par des organisations liées à OTAN et à CIA. Leur objectif était de déstabiliser la situation politico-sociale pour presser le gouvernement d'adopter une politique dure, c'est-à-dire de déclarer l'état de siège devant la montée de vague révolutionnaire<sup>7</sup>.

Cette sorte d'études, tout en essayant de formaliser la catégorie de « terrorisme » comme un type de crime impardonnable, évitent de compter cette affaire parmi les cas typiques de "terrorisme". Cette omission est significative. Quand l'autorité de l'ordre établi s'y mêle, ce n'est pas un "terrorisme". C'est une opération clandestine de la politique étatique. Il ne s'agit pas d'un crime des voyous. En fin du compte, cette sorte d'études ne fait que fournir un cadre pseudo-théorique pour justifier le travail de la police, et la répression du pouvoir, en mettant entre parenthèses le vrai "terrorisme", c'est-à-dire la politique de se servir de la "terreur" pour s'imposer sur la population.

### En guise de conclusion

Pour réduire les irruptions perverses de violence collective ou "privées", il faut demander d'abord "pourquoi?", pour comprendre d'où elles viennent. C'est ce que le pouvoir en place n'aime pas faire, par crainte de nuire à sa propre légitimité. Et il lance l'accusation de "terroriste" pour exclure les concernés, pour les placer hors

---

<sup>5</sup> Notamment B. Hoffman, *Inside Terrorism*, Saint'Andrew's University Press, London, 1998; W. Laqueur, *Terrorism*, Weidenfeld and Nicolson, London 1977, etc.

<sup>6</sup> Un attentat perpétré le 12 décembre en 1969 à Milan, un point de départ des "années de plombe" italiennes.

<sup>7</sup> Selon le reportage d'enquête réalisé par NHK japonais.

de la sphère du droit. C'est la forme la plus brutale de la violence exercée par le pouvoir d'État.

À la vue de la ruine des Twin Towers de New York, on a parlé du "ground zero". Mais il n'y avait pas beaucoup qui se souvenaient que c'était un terme utilisé pour évoquer une autre ruine de la destruction totale par les bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki. L'autorité américaine a insisté sur l'atrocité de la destruction ahurissante causée par les "terroristes", et a déclaré la guerre sans merci contre eux (mais les criminels se sont tués par leur acte). Et les newyorkais n'hésitaient pas de réclamer "No more ground zero!". Un an après, à l'occasion du 67<sup>ème</sup> anniversaire du bombardement atomique, le maire de Nagasaki, Itô Ittchou, a critiqué sévèrement la politique du gouvernement de Bush junior avec ces propos: "*No more Hiroshima, no more Nagasaki*, ne sont pas des slogans destinés à réclame une vengeance amplifiée sous prétexte d'empêcher une autre attaque éventuelle. C'est précisément cet esprit haineux, qui causera à nouveau d'innombrables victimes innocentes. Ce qui est investi dans nos slogans, c'est un souhait profond des premières victimes d'être les dernières de cette sorte de tragédie: jamais plus de victimes!".

"War on Terror" est un terme extrêmement pervers. Mais il continue de fonctionner, et il inspire toujours la politique du nouveau président américain Barak Obama, y compris sa politique nucléaire. Les détenteurs, ne renonçant jamais au droit de se servir de l'arme, essaient d'empêcher aux autres de s'en procurer, sous la menace de bombardement. Ce n'est pas eux qui retiennent l'arrivée d'un catastrophe, mais c'est grâce à la volonté des gens comme Itô Ittchou<sup>8</sup> qu'une nouvelle tragédie peut être empêchée.

---

<sup>8</sup> Il a fini par recevoir une balle dans sa poitrine gauche par un "terroriste" et a décédé, au cours de la campagne électorale de son 4ème mandat, en 2007.